

L'attractivité universitaire britannique minée par les réformes du Parti conservateur (Chroniques de diplomatie universitaire)

Guillaume Tronchet

▶ **To cite this version:**

Guillaume Tronchet. L'attractivité universitaire britannique minée par les réformes du Parti conservateur (Chroniques de diplomatie universitaire). 2015. halshs-02471836

HAL Id: halshs-02471836
https://shs.hal.science/halshs-02471836

Submitted on 9 Feb 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

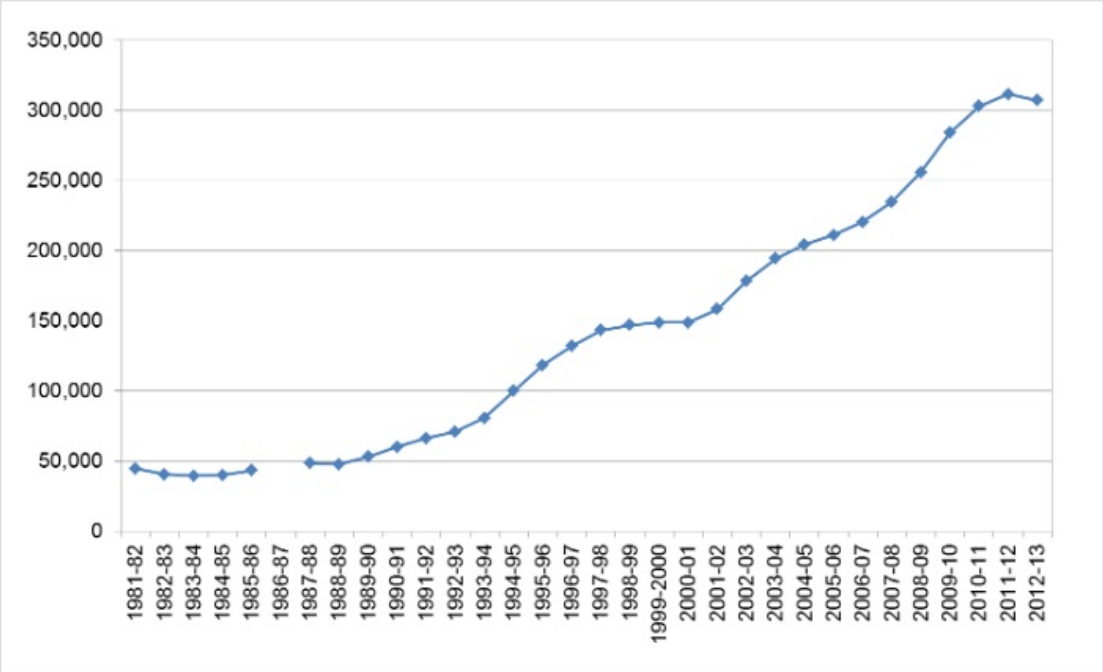
L'attractivité universitaire britannique, minée par les réformes du Parti conservateur

Publié le **25 février 2015**

AVIS DE TEMPÊTE AU ROYAUME-UNI. À quelques semaines des élections législatives, le Groupe interparlementaire d'information sur l'immigration, une émanation du Parlement britannique qui regroupe des élus de tous bords, a publié hier, mardi 24 février, un rapport inquiet, qui pointe la baisse de l'attractivité universitaire internationale du Royaume-Uni à l'égard des étudiants non-européens (*UK post study work opportunities for international students. Session 2014-2015. Report*, 24 février 2015), tandis que le British Council, le même jour, a publié une note soulignant le fait que le Royaume-Uni « continue de perdre des parts de marché dans l'accueil des étudiants internationaux » par rapport à ses concurrents immédiats (États-Unis et Australie).

Si le nombre des étudiants non-européens n'a cessé de croître dans les universités britanniques des années 1990 aux années 2000, un ralentissement de cette croissance s'observe en effet depuis 5 ans (+ 10% en 2009-2010 ; + 1,5% en 2011/2012). En 2013, les effectifs des étudiants non-européens ont même chuté, de l'ordre de 1%. C'est la première chute du genre depuis 30 ans. De quoi inquiéter outre-Manche, où l'apport économique des étudiants internationaux (autour de 10 milliards de livres sterling, soit 13 milliards d'euros) est largement reconnu. D'autant que cette fluctuation repose sur un bouleversement profond du vivier des étudiants internationaux au Royaume-Uni : entre 2010-2011 et 2013-2014, le nombre des étudiants indiens, qui constituent le deuxième groupe d'étudiants internationaux du Royaume-Uni, a chuté de 50%, passant de 39 000 étudiants à un peu plus de 19 000 étudiants, ce qui accroît la « dépendance du pays à l'égard du marché chinois » (*UK post study*…, p. 27). Les disciplines les plus affectées sont les STEM (*Science, Technology, Engineering and Mathematics*), qui accusent une baisse de 10% d'étudiants internationaux entre 2012 et 2014, avec un impact certain pour les recrutements dans le secteur des industries innovantes et créatives.

Évolution du nombre d'étudiants internationaux
inscrits dans l'enseignement supérieur britannique (1981-2013)



Source : *Global demand for English higher education. An analysis of international student entry to English higher education courses*, HEFCE, april 2014.

Parmi les causes de ce tassement : la décision prise par le gouvernement britannique en 2012 de réduire la durée légale de séjour des étudiants non-européens autorisés à rester au Royaume-Uni après l'obtention de leur diplôme pour y trouver un emploi. Cette durée était auparavant de 24 mois ; elle n'est désormais plus que de 4 mois. La possibilité de trouver un emploi constitue pour les étudiants un moyen important de rembourser un emprunt contracté dans leur pays d'origine afin de financer leurs études, ainsi qu'une première étape importante de leur carrière professionnelle : réduire à 4 mois seulement le délai nécessaire pour décrocher un emploi a, pour certains d'entre eux, un effet dissuasif. La complexité des procédures n'arrangent rien : la réforme des visas a conduit à une prolifération de régimes post-études hautement sélectifs que les universitaires et les employeurs comprennent eux-mêmes difficilement tandis « qu'il est devenu pratiquement impossible pour les étudiants de planifier leur avenir avec certitude » (*Ibid.*, p. 30).

Comment le Royaume-Uni, qui occupe la deuxième place du podium de l'attractivité universitaire internationale derrière les États-Unis, en est-il arrivé là ?

PETIT RETOUR EN ARRIÈRE. Entre 2008 et 2010, le gouvernement travailliste de Gordon Brown s'attelle à une profonde réforme de la politique d'immigration britannique, qui aboutit à substituer à 80 sortes de catégories de visas un système se voulant plus lisible, le *Points Based System for economic migration (PBS)*, composé de cinq catégories seulement, dont la catégorie 1 (migration hautement qualifiée) et la catégorie 4 (étudiants étrangers). La catégorie 1 avait alors été présentée par Liam Byrne, ministre de l'Immigration, comme un outil destiné à doper l'économie britannique et à rendre les universités britanniques plus attractives, en permettant à un étudiant international relevant de la catégorie 4, tout juste diplômé, de rester jusqu'à deux ans au Royaume-Uni afin d'y trouver un emploi, « un des régimes de séjour les plus attractifs au monde ». Un peu plus de 40 000 diplômés ont ainsi bénéficié de ce régime en 2011.

Changement de méthode en 2010, avec l'arrivée au pouvoir des conservateurs. David Cameron (qui fut le conseiller de Margaret Thatcher et de John Major) succède à Gordon Brown. Le nouveau gouvernement décide de réformer à rebours la politique d'immigration britannique pour faire retomber les statistiques de l'immigration à leur niveau des années 1990. Leur ambition est clairement affichée dans le manifeste du Parti Conservateur publié en 2010 : « *Tens of thousands a year, not hundreds of thousands* » (Des dizaines de milliers d'étrangers par an, pas des centaines de milliers). La suppression de la catégorie 1 du PBS est alors envisagée. Une enquête nationale est organisée : seulement 33% des consultés y sont favorables, et 83% y sont hostiles en ce qui concerne les docteurs diplômés d'une université britannique. Un manque à gagner d'environ 1 milliard de livres sterling est également prévu. Qu'importe. En 2012, le gouvernement de David Cameron fait supprimer la catégorie 1.

L'OFFENSIVE CONTINUE. En décembre 2014, l'actuelle ministre de l'Intérieur, Theresa May, qui tente de ravir à David Cameron le leadership du Parti Conservateur en le débordant sur sa droite, a affirmé vouloir aller plus loin encore en appelant à faire figurer parmi les propositions des conservateurs pour les élections législatives prévues en mai prochain une interdiction totale de séjour pour tous les étudiants non-européens à l'issue de leur diplomation au Royaume-Uni. Objectif : immigration zéro pour les diplômés (« *I'll kick out foreign graduates* », aurait dit la ministre). En parallèle, le climat semble s'être tendu sur les campus britanniques, où plusieurs actes à caractère xénophobe et raciste à l'encontre d'étudiants non-européens ont été récemment recensés, notamment sur le site dû à l'initiative *I'm not Welcome*.

La proposition de Theresa May a déclenché une vive controverse outre-Manche au sein de la communauté académique et scientifique, du monde étudiant, ainsi qu'au sein des milieux d'affaires. Sir James Dyson, figure en vue de l'innovation au Royaume-Uni, y a été de sa tribune dans *The Guardian*, en janvier 2015, pour dénoncer la proposition. En début de semaine, plusieurs chefs d'entreprises ont à leur tour signé une tribune dans le *Financial Times*, opportunément publiée deux jours avant la publication du rapport interparlementaire, afin de demander une plus grande flexibilité en faveur des diplômés étrangers. Le chancelier de l'Echiquier (ministre des Finances), George Osborne, une figure du Parti Conservateur, a finalement retoqué la proposition May. Mais les luttes internes à la droite britannique ont désormais un impact direct sur la stratégie universitaire internationale du Royaume-Uni. « Le Royaume-Uni fait partie du top des pays d'accueil pour les étudiants internationaux, mais pour combien de temps ? », s'interrogeait hier un observateur du British Council.

Guillaume Tronchet
Chroniques de diplomatie universitaire
© 2015

Be Sociable, Share!

MORE

Tweeter J'aime 16 Share Pin

Ce contenu a été publié dans **étudiants étrangers**, **Royaume-Uni** par **Guillaume Tronchet**. Mettez-le en favori avec son **permalien [http://blog.educpros.fr/guillaume-tronchet/2015/02/25/lattractivite-universitaire-britannique-minee-par-les-reformes-du-parti-conservateur/]** .